

AUTOUR D'UNE ENTREVUE...

Le 5 novembre nos camarades de l'U.D. C.F.T.C. nous proposaient ainsi qu'à nos camarades C.G.T. une rencontre pour «*envisager quelle action commune éventuelle pourrait être menée afin d'imposer la fin du confkit algérien*».

Le premier décembre, une nouvelle lettre de l'U.D C.F.T.C: nous informait que le moyen proposé par nos camarades (pour imposer la fin du conflit algérien!) consistait... «*en un manifeste commun diffusé spécialement dans les quartiers ouvriers*».

De leur côté nos camarades de l'U.D.-C.G.T. proposaient une «*semaine d'action où sous des formes diverses les syndicats agiraient pour la paix en Algérie*».

Il est clair qu'aux yeux mêmes des travailleurs les moins avertis de ces problèmes ni le «*manifeste*» ni la «*semaine d'action*» ne sont susceptibles «*d'imposer la fin du conflit algérien*».

Nous pensons quant à nous que les propositions de nos camarades des autres organisations sont le reflet même de la situation que nous subissons pour le moment.

La fin du conflit algérien... Peut-être une action généralisée en 1955 aurait-elle pu l'imposer.

Il est vrai qu'à cette époque notre camarade Rousselot déclarait à St-Nazaire que «*demander la généralisation des grèves c'était faire le jeu du patronat*».

Cette nouvelle version (en moins imagé) du trop célèbre «*La grève est l'arme des trusts*» nous a conduit à la situation actuelle.

Peut-être faudrait-il le courage de le dire clairement aux travailleurs et ne pas entretenir d'illusions sur nos possibilités réelles d'action dans l'immédiat.

Il est devenu de bon ton, dans certains milieux, d'ironiser lourdement sur ce que «*Hébert appelle le rapport de forces*».

Pourtant aujourd'hui comme hier le rapport de Forces règle seul les rapports de classes.

La lutte magnifique (en dépit de la trahison de la centrale chrétienne) des travailleurs belges nous le rappelle fort opportunément.

Aujourd'hui, de l'avis unanime des militants ouvriers une action d'ensemble, seule susceptible d'imposer des solutions ouvrières, non seulement au problème algérien mais à tous les problèmes que pose l'existence d'un régime économique fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme (encore une formule que nos distingués sociologues vont trouver «*dépassée*») est impossible.

La C.A. de notre U.D. pense qu'il faut dès maintenant travailler patiemment à créer les conditions d'une action généralisée.

Elle est consciente de la nécessité de parler clair aux travailleurs en qui elle a entière confiance.

C'est pourquoi elle a répondu aux propositions C.F.T.C. par un projet de manifeste que nos camarades trouveront ci-contre et qui a au moins le mérite de poser clairement les problèmes.

Nos camarades C.G.T. et C.F.T.C. l'ont jugé inacceptable.

Nous le soumettons au verdict des travailleurs!

Alexandre HEBERT.

P.S.: Depuis la rédaction de cet article il y a eu le référendum et... de nouvelles propositions «d'action»!

PROJET DE MANIFESTE COMMUN ÉLABORÉ PAR LA C.A. DE L'U.D. F.O. DE LOIRE-ATLANTIQUE LE 3 DÉCEMBRE 1960:

Nos camarades C.G.T. et C.F.T.C. au cours d'une réunion commune qui s'est tenue le 8 décembre 1960 se sont déclarés en désaccord avec les idées exprimées dans ce projet.

Les U.D. C.G.T.-F.O., C.F.T.C., les Sections départementales de la F.E.N., du S.N.I., fidèles aux traditions de l'Internationalisme prolétarien, réaffirment leur solidarité la plus totale avec les travailleurs algériens en lutte contre l'exploitation colonialiste et capitaliste.

En exigeant l'ouverture de négociations sans préalable ni exclusive, pour trouver une solution au drame algérien, les Organisations précitées veulent éviter que le sort des travailleurs algériens ne se règle uniquement par accord entre les dirigeants F.L.N. et les grands blocs d'Etats.

La politique, dite, d'auto-détermination, sur laquelle l'union sacrée semble s'être réalisée, risque d'être une duperie, si elle ne permet pas au prolétariat algérien de faire entendre sa voix.

C'est pourquoi, les Syndicats de Salariés appellent les travailleurs de Loire-Atlantique à cantonner leur action sur le terrain solide de la solidarité de classe avec les prolétaires algériens.

Elles les invitent à ne pas entrer dans le jeu du gouvernement français et des Etats capitalistes ou non.

Les uns et les autres, n'ont comme seul but, que de trouver les moyens d'exploiter un peu plus, le prolétariat algérien.

LA LUTTE POUR LA PAIX EN ALGERIE, EST INSEPARABLE DE CELLE MENEÉ POUR LES AUTRES OBJECTIFS DE LA CLASSE OUVRIERE FRANÇAISE.

Qu'il s'agisse des atteintes portées à la laïcité, à nos droits syndicaux, des menaces qui pèsent sur la vie même de nos organisations, ou de la guerre en Algérie. C'est l'ensemble de la politique gouvernementale actuelle qui est en cause.

LUTTER POUR LA PAIX EN ALGERIE,

C'est lutter pour la diminution de la durée du service militaire!

C'est lutter pour une économie de Paix!

C'EST LUTTER CONTRE LE POUVOIR RESPONSABLE DU CHOMAGE ET DE LA BAISSÉ DU POUVOIR D'ACHAT.
